

*[Text]*

teachers to increase their chance of re-employment in teaching and the nature of teaching as mainly public employment combine to exclude teachers systematically from a growing number of UI programs. The Canadian Teachers' Federation urges the federal government to reaffirm its commitment to the income protection and replacement role of the UI program, and to ensure that training and other developmental uses of UI funds are equally accessible to all employees, including public sector elementary and secondary teachers.

Teachers are now prevented from receiving training allowance or UI benefits while engaged in university credit courses, the only kinds of courses likely to upgrade their employment opportunities in teaching or other related occupations. Teachers must not be systematically excluded from benefits, especially when a growing share of the UI premium account is allocated for retraining and other developmental purposes. In recommendation the CTF urges that the federal government provide retraining allowances or continuation of UI benefits for unemployed teachers who enroll in university credit courses for the purposes of retraining for re-employment in teaching or employment in other occupations.

While most teachers have kept pace through summer or evening courses with the steadily rising requirements of initial certification, the rising pressures of job-related duties make this increasingly difficult. Unemployed teachers who lack the level of pre-service credentials required for new entrants should have the same right to assistance during a reasonable period of upgrading education as other workers who need their skills upgraded, regardless of whether or not the required courses require university credits.

I think it is important to note here that Canada, as well as the United States, Britain, and other OECD countries, is looking at a teacher shortage in the very near future. We know that Ontario for example is advertising across the country. We know that Britain is advertising here. There will be a need, we believe, to entice those hundreds of teachers who left education during a surplus in the last 10 years back into the system. We believe there needs to be an enticement by providing incentives for upgrading. This for us makes good economic sense.

• 2015

As a recommendation we urge that the federal government permit unemployed teachers whose teaching certificates are based on lower credentials than those currently required for new entrants into teaching be eligible for UI benefits while enrolled in courses leading to the award of credentials currently required.

*[Translation]*

formation qui pourrait être utile aux enseignants—qui d'autre part sont souvent des employés publics—semble exclure systématiquement les enseignants de la grande majorité des nouveaux programmes de formation dans le cadre de l'assurance-chômage. La Fédération prie instamment le gouvernement fédéral de réaffirmer l'importance de la protection et du remplacement du revenu et de s'assurer que tous les employés ont également accès aux programmes de formation et de développement financés par les fonds de l'assurance-chômage, y compris les enseignants des secteurs publics élémentaires et secondaires.

À l'heure actuelle, les enseignants ne peuvent pas toucher de prestation d'assurance-chômage pendant qu'il sont inscrits à des cours universitaires à unité, le seul type de cours qui soit susceptible d'améliorer leurs chances d'emploi dans le secteur de l'enseignement ou un secteur connexe. Il ne faut pas priver systématiquement les enseignants des prestations, surtout à un époque où une proportion de plus en plus importante des primes servent à la formation et à d'autres types de développement. La Fédération prie instamment le gouvernement fédéral d'accorder aux enseignants au chômage des allocations de formation ou des prolongations de prestation lorsqu'ils s'inscrivent à l'université pour améliorer leurs chances de retrouver un emploi dans le secteur de l'enseignement ou un secteur connexe.

La plupart des enseignants se perfectionnent dans leur domaine en suivant des cours du soir ou des cours d'été mais ce genre de chose devient de plus en plus difficile car on leur impose beaucoup de tâches supplémentaires là où ils travaillent. Les enseignants au chômage qui n'ont pas les qualifications exigées des nouveaux entrants devraient, tout comme les autres travailleurs, recevoir de l'aide pendant une période raisonnable pour pouvoir parfaire leur éducation, et cela, même s'il s'agit de cours universitaires.

Il faut observer ici que le Canada, tout comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays de l'OCDE, devra faire face, d'ici peu de temps, à une pénurie d'enseignants. Nous savons que l'Ontario fait déjà de la publicité dans tout le pays pour trouver des professeurs. Nous savons que la Grande-Bretagne fait de la publicité au Canada. Il y a des centaines d'enseignants qui ont quitté ce secteur au cours des 10 dernières années parcequ'ils étaient excédentaires; il va falloir les convaincre de revenir à l'enseignement. Pour ce faire, il va falloir les encourager à parfaire leur formation. C'est logique du point de vue économique.

Nous recommandons instamment au gouvernement fédéral de permettre aux enseignants au chômage qui possèdent des certificats d'enseignement insuffisants compte tenu des exigences actuelles de l'enseignement de toucher l'assurance-chômage pendant qu'ils suivent des cours pour acquérir les certificats nécessaires.